



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Revue de presse

14 janvier 2016

À la Une des actualités de ce jour figurent les préparatifs du 16^{ème} Sommet de la Francophonie et de la réunion du COMESA. La délégation générale a, en effet, évoqué la somme de 20 milliards d'Ariary pour le financement des travaux et activités relatifs au Sommet de la Francophonie. Les enjeux inhérents à la 66^{ème} session du comité permanent de la CITES ont également retenu l'attention des journaux, avec comme principale problématique, la question de la mise en vente des stocks de bois de rose.

Processus électoral

CENI : EN VUE D'UNE AMELIORATION

La passation de service entre Ndriana Mamy Ralaiharity, président de la CENI-T et Hery Rakotomanana, président de la Commission Electorale Nationale Indépendante s'est déroulée hier. La CENI-T tire ainsi sa révérence et laisse les pleins pouvoirs à la CENI. L'événement a été l'occasion pour le numéro un de l'organe électoral de présenter les prochaines activités de son agenda, qui consiste notamment à la révision de la liste électorale ainsi qu'à une évaluation des sénatoriales. La CENI prévoit donc de présenter un rapport aux différentes institutions ainsi que devant la presse. Il a également ajouté que des recommandations sur l'amélioration du cadre juridique des élections pourraient être faites. Des failles existent, raison pour laquelle Hery Rakotomanana soutient que la loi octroie à la CENI le droit de formuler des recommandations en se référant aux critiques sur la réglementation des pré-campagnes ou sur le plafonnement des fonds de campagne, systématiquement requis par la société civile. (L'Express de Madagascar, p.5 ; Madagascar-laza, p.3 ; Les Nouvelles, p.3 ; Tia Tanindrazana, p.2)

- La tenue des régionales et des provinciales reste incertaine, d'après les explications avancées par Hery Rakotomanana en marge de la passation de service entre la CENI et la CENI-T. **Midi Madagasikara** rapporte, en effet, la déclaration du numéro un de la CENI-T selon laquelle, le cadre juridique et les moyens ainsi que la faisabilité de ces élections seront d'abord étudiés. (p.16 ; Les Nouvelles, p.3)

SENATORIALES : DES MINISTRES ET UN PARLEMENTAIRE... SENATEURS ?

La plupart des CV reçus auprès du secrétariat général de la Présidence de la République émane des politiciens, selon les sources de **Midi Madagasikara**. De plus, deux ministres figurent parmi les prétendants, à savoir le ministre d'Etat en charge des Projets présidentiels, de l'Aménagement du territoire et de l'Équipement, Rivo Rakotovo et le ministre de la Fonction publique, du Travail et des Lois sociales, Maharantse Jean de Dieu. Face au remaniement gouvernemental en vue, nombreux sont ceux qui prévoient de se recaser au Palais de verre d'Anosikely. D'après le quotidien, ces ministres seraient poussés à rejoindre le Sénat, suite à la proposition de Hery Rajaonarimampianina qui leur aurait proposé de se porter candidats. 8 ministres seraient dès lors concernés par cette éviction à leur poste. Par ailleurs, le député de Soavinandriana Itasy, Charlot Rabenerika, aurait également déposé son CV à Ambohitsorohitra. (p.13)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Politique interne

MISE EN VENTE DES STOCKS DE BOIS DE ROSE...

La 66^{ème} session du comité permanent de la Convention, sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvage menacées d'extinction (CITES), qui aura lieu en Suisse cette semaine, tranchera sur l'avenir de la filière bois de rose de la Grande île. Un communiqué émanant du site de la CITES daté du 11 janvier 2016 semble a priori, de mauvaise augure quant aux décisions qui y seront prises par rapport au cas de Madagascar. Un autre communiqué, cette fois, du conseil du gouvernement de mardi dernier, a désigné le ministre de l'Environnement, de l'Écologie, de la Mer et des Forêts, Ralava Beboarimisa, à la tête de la délégation qui s'envolera vers la Suisse. Les différentes parties prenantes s'insurgent sur la réalité, c'est-à-dire l'exploitation et l'exportation des rondins de bois de rose qui durent jusqu'à maintenant. Des constats avancés par Luke Zahner, chargé de communication et des affaires culturelles de l'ambassade des Etats-Unis affirment que le trafic n'a jamais cessé, malgré les efforts déployés par l'Etat depuis 2013. Ndranto Razakamanarina, président de l'Alliance Voahary Gasy quant à lui, interpelle sur la mauvaise gouvernance qui prédomine et qui pourrait amenuiser les chances pour que Madagascar obtienne le feu vert sur l'exportation de ces rondins. Pour le ministère de l'Environnement, la stratégie optée serait la transformation, sur place, des bois de rose et d'ébène pour qu'il y ait un développement économique par la création d'emplois dans les usines de transformation. Ceci afin de valoriser ses capitaux naturels au profit du pays, en toute légalité et conformément à l'engagement de Madagascar envers la CITES. (**L'Express de Madagascar, p.3**)

- **Les Nouvelles** se focalise sur l'intervention de Luke Zahner, sur les réseaux sociaux, abordant le thème de la corruption et du trafic des ressources naturelles. Il insiste sur le fait que les trafics illégaux se poursuivent et reste une préoccupation des Etats-Unis. Le quotidien titre en conséquence : « Les Etats-Unis attendent plus de volonté ». (**p.2**)
- Ralava Beboarimisa sur un siège éjectable... d'après l'opinion de **La Gazette de la Grande île**, qui revient sur la saisie de cargaisons de bois de rose à Toliara. Cette saisie entraîne actuellement la grogne du Syndicat des Corps Forestiers de l'Administration Forestière et de l'association Alliance Voahary Gasy. L'association dénonce la politique gouvernementale dans la lutte contre le trafic de bois de rose et a exclu le ministre de l'Environnement de l'association. D'un ton critique, le quotidien s'exprime sur l'incompétence et/ou la complicité de Ralava Beboarimisa dans cette affaire. (**p.5**)
- « Malgré les promesses présidentielles... Les trafics de bois de rose décriés plus que jamais ! », annonce **L'Observateur** en mettant en avant, les témoignages apportés par l'association AVG et le SCOFAFOR ainsi que la mise en garde du sous-secrétaire d'Etat américain en charge des Affaires africaines Linda Thomas-Greenfield. La mauvaise gouvernance est pointée du doigt et serait la cause de la situation forestière catastrophique de la Grande île. Le ministre de l'Environnement étant le premier concerné, l'AVG et le SCOFAFOR demandent ainsi le limogeage de Ralava Beboarimisa. (**p.3**)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Economie et société

PREPARATIFS DU SOMMET DE LA FRANCOPHONIE : AR 20 MILLIARDS

La loi des finances prévoit 20 milliards d'Ariary pour les préparatifs du Sommet de la francophonie, d'après Mamy Rajaobelina, délégué général du comité d'organisation. Cette déclaration a été faite en marge d'une rencontre de sensibilisation avec les hôteliers et restaurateurs souhaitant recevoir l'accréditation pour accueillir les participants au sommet de l'Organisation Internationale de la Francophonie. Outre cette somme, le comité d'organisation mise sur la contribution des sociétés regroupées au sein du collectif « Les amis de la francophonie » et espère récolter plus de trois millions d'Euros. Une somme plus que suffisante. Et afin de minimiser les dépenses, l'Etat opte pour des travaux de rénovation ainsi que des systèmes de partenariat. (L'Express de Madagascar, p.8 ; Madagascar Matin, p.6 ; Tia Tanindrazana, p.4)

- **Midi Madagasikara** s'est focalisé sur l'hébergement des délégations lors du 16^{ème} Sommet de la francophonie. La Délégation Générale de la Francophonie a d'ailleurs tenu une séance de travail avec les professionnels de l'hôtellerie sous la houlette de la Fédération des Hôteliers et Restaurateurs de Madagascar. Les conclusions de cette réunion ont permis de déterminer la capacité d'accueil des établissements hôteliers. Actuellement, 2 781 chambres sont disponibles et 320 autres en cours de construction. Les hôtels visités répondent aux normes et critères définis par l'Organisation Internationale de la Francophonie, confirme Mamy Rajaobelina. (p.2 ; Les Nouvelles, p.16)
- Ce 16^{ème} Sommet de la francophonie est un défi pour les opérateurs hôteliers, titre **La Vérité**. Il s'agit, en effet, d'entreprendre des rénovations et des améliorations pour pouvoir être éligible. Et les cahiers de charges exigent la mise en place des normes sanitaires et des règles d'hygiène strictes. D'après les chiffres, plus de 67 pays membres et 13 pays organisateurs se rassembleront dans la capitale malgache dans le cadre de la réunion du COMESA, en octobre et du Sommet de la francophonie, en novembre. (p.2)

PRODUITS PETROLIERS : FIXATION DES PRIX

La vérité des prix des produits pétroliers a été atteinte depuis le mois d'octobre 2015. A cet effet, les prix maxima affichés à la pompe ont été adoptés en conseil du gouvernement le 12 janvier dernier, au titre du ministère de l'Energie et des Hydrocarbures. Et ce, pour éviter toute hausse excessive des prix de la part des distributeurs, pour une période de six mois. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la modification attendue de la loi sur le secteur pétrolier, prévue en 2016. Le supercarburant, le pétrole lampant et le gasoil sont concernés par ces prix maxima. Jean-Martin Rakotozafy, président du Groupement libre des gérants de stations-services affirme cependant qu'« avec la perpétuelle baisse du prix du baril au niveau international, il devrait y avoir une baisse au niveau national avec l'application de la vérité de prix ». (L'Express de Madagascar, p.7 ; Les Nouvelles, p.17 ; La Vérité, p.2 ; Madagascar Matin, p.6)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Relations internationales

VALSE DIPLOMATIQUE A IAVOLOHA

Trois ambassadeurs se sont succédé au palais d'Etat d'Iavoloha, hier, afin de présenter leurs lettres de créance à Hery Rajaonarimampianina, président de la République. Il s'agit de Mayaki Rakiatou, ambassadrice du Niger, Eli Ben-Tura, ambassadeur d'Israël et Pietro Giovanni Donnici, ambassadeur d'Italie. Le renforcement des relations diplomatiques, l'agriculture et la valorisation des ressources naturelles ont été au centre des discussions. (**L'Express de Madagascar, p.5 ; Midi Madagasikara, p.14 ; L'Observateur, p.2 ; Tia Tanindrazana, p.2**)

- Après la remise de la lettre de créance auprès du PRM, le nouvel ambassadeur d'Israël s'est rendu au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, pour ouvrir un dialogue sur la collaboration entre les deux pays. Il a réitéré le souhait de développer l'échange et le transfert de savoir-faire entre les chercheurs malgaches et israéliens. Israël s'engage ainsi à appuyer les recherches sur l'eau. (**Les Nouvelles, p.5**)
- **La Gazette de la Grande île** fait état de la réception des lettres de créance des trois ambassadeurs susmentionnés, pour introduire l'habilitation du président de la République à être le seul à nommer et à accréditer nos ambassadeurs à l'étranger. Pour la diplomatie malgache, il n'y a toujours pas de nomination d'ambassadeurs, peste le quotidien, en signifiant que cet acte est une « négligence. C'est un manquement manifeste dans l'apport de la diplomatie à la mise en œuvre du développement. » (**p.3**)

Format de couverture

Le député élu d'Ambohidratrimo, Luc Ratsimbazafy accorde une grande interview dans les colonnes de **Madagascar Matin**. Il partage son point de vue sur la situation politique du pays à travers ce titre « *Instabilité politique : nous sommes tous responsables.* » Une manière d'apporter sa contribution dans la recherche de solutions pour le redressement du pays. A ce sujet, il estime que l'essentiel serait de revoir la pratique politique, de revaloriser à nouveau le secteur politique afin de regagner la confiance du peuple. Il convient, selon lui, de faire preuve de respect politique pour faire valoir la démocratie. Le politicien dénonce que tout le monde s'empresse de critiquer, mais sans avancer de solutions. D'ailleurs, aucun parti politique ne s'est présenté officiellement opposant du pouvoir. L'article est agrémenté de quatre photos du politicien (**p.5**).

Style et déontologie

Dans son éditorial, le quotidien **Madagascar Matin (p. 3)** décrit « *Le chaos total !* » vers lequel se dirige le pays. Pour argumenter sa théorie, l'éditorialiste ne lésine pas sur les propos alarmistes et belliqueux envers les forces de l'ordre : « *Que dire de ces militaires, gendarmes et policiers envoyés en mission pour combattre les malfaiteurs... et n'ont réellement fait que dépouiller la population civile. Pire, c'est comme si on leur a accordé le permis de tuer sans passer par les phases enquête, tribunal, prison et couloir de la mort. Ces forces de l'ordre sont devenues des pelotons d'exécution* ».

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Un peu d'humour



L'Express de Madagascar, p.6

Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :

Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@eces.eu

Mirana RAZAFINDRAZAKA: mirana.razafindrakaza@eces.eu

Site web: www.incipals.eu

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

ECES
CENTRE EUROPEEN
D'APPUI ELECTORAL

OSERVATORIO
di Pavia Media Research

Search for
Common Ground

Center for
Creative Leadership